

Relevé de décisions de la réunion du groupe « gestionnaires AEP » du 22 novembre 2010

Réunion : groupe « gestionnaires AEP »

Lieu : Amphithéâtre de l'IUT à Colmar

Ordre du jour :

Ouverture de la réunion

Jean-Laurent VONAU , Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE ILL-NAPPE-RHIN, Vice-président du Conseil Général du Bas-Rhin

Reconquête et préservation de la qualité des ressources en eau dans les aires d'alimentation des captages en eau potable

Delphine ROUSSET, Animatrice du SAGE ILL-NAPPE-RHIN

Désinfection / chloration et traitement des eaux souterraines

Rappel de la réglementation : Solange WALTER-GARIN, ingénieur du Génie Sanitaire de l'Agence Régionale de la Santé (anciennement DRASS)

Démarche développée par le SDEA en termes de désinfection : Alain SCHMITT, chef de Service Ouvrages Eau Potable au SDEA

Témoignage d'une collectivité ayant fait le choix de ne pas chlorer : Raphaël KUEHN, directeur général de la Communauté de Communes du Ried Brun

Participaient à cette réunion présidée par Jean-Laurent VONAU - Président de la CLE et Vice-Président du Conseil Général du Bas-Rhin :

Gérard BURGET - Maire de Kappelen, Vice-Président de la Communauté de Communes du Pays de Sierentz

Christophe KIEFFER - Services techniques de la Communauté de Communes du Pays de Sierentz

Jean-Marc LOETSHER - Vice-Président du SIVU SAEP Bassin Potassique - Hardt

Michel HERR - APRONA

Patrice JUNDT - Syndicat Intercommunal des Eaux de Ottmarsheim, Hombourg, Niffer

Alain SCHMITT - Chef de service Ouvrages Eau Potable au SDEA

Solange WALTER-GARIN - Agence Régionale de la Santé

Francis VESELY - Adjoint au maire de Geiswasser

Adrien BERTHIER - Président du Syndicat des Eaux de Strasbourg Sud, Maire de Duppigheim

Georges WEBER - Responsable du service Etudes et travaux à la Communauté de Communes de la Région de Molsheim - Mutzig

Lucienne GARTNER - Région Alsace
Noëlle COUTURIEUX - Agence de l'eau Rhin Meuse
Marlène SINTEFF - Agence de l'eau Rhin Meuse
Fabien POTIER - Agence de l'eau Rhin-Meuse
Jean VALLON - Président de la Commission Environnement à la Communauté de Communes du Pays du Ried Brun
Bernard EGLES - Président du Syndicat des Eaux de Strasbourg Nord
Elsa MEYER - SCHOPKA - Animatrice/coordinatrice Mission Eau Ville de Mulhouse
Sylvia RIBEIRO - Animatrice/coordinatrice Mission Eau SIPEP de Merxheim - Gundolsheim
Magali MERCIER - Animatrice/coordinatrice Mission Eau Nord Bas-Rhin, SDEA
Christine GUIONIE - Animatrice/coordinatrice Mission Eau Secteur Piémont Sud, SDEA
Raymond KASTLER - Président du SIAEP Bartzenheim - Rumersheim
Bernard HEINY - Adjoint au maire de Soultzmatt
Jean-Pierre FREUDENREICH - Vice-Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de l'III
Pierrick BRETECHE - Responsable SATEP, Département du Haut-Rhin
Christian BALDECK - Chef du Service des eaux, épuration, équipements ruraux, Département du Haut-Rhin
Rémy BELTZ - Syndicat des eaux du canton de Habsheim
Noemie JESSON - Responsable usines Lyonnaise des eaux
P VERRIER - Communauté de Communes de Cernay et environs
Matthieu HERRGOTT - Chargé de missions à la Communauté de Communes de Cernay et environs
Roland BRAUN - Adjoint au maire de Merxheim
Christian LIDOLFF - Président du SIPEP de Merxheim-Gundolsheim
Thomas MARION - Technicien au SIPEP Vallée de Kaysersberg
Raphaël KUEHN - Directeur de la Communauté de Communes du Pays du Ried Brun
Gilbert BARTH - Maire adjoint de Staffelfelden
Gérard OTT - Président du Syndicat des eaux de Schlierbach
Bernard FINCK - Service de l'eau de Mulhouse

M VONAU rappelle l'intérêt du SAGE qui apporte une cohérence d'actions et une solidarité amont/aval en termes de gestion des ressources en eau (nappe d'Alsace, cours d'eau de la plaine et zones humides associées).

Reconquête et préservation de la qualité des ressources en eau dans les aires d'alimentation des captages en eau potable

Les cartes des aires d'alimentation présentées datent de janvier 2010 et sont en cours de révision (travail réalisé par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse). Les nouvelles cartes sont annexées au compte rendu.

Les aires d'alimentation correspondent au bassin d'alimentation d'un captage. Afin de tenir compte du contexte propre à la plaine d'Alsace, cette notion a été appliquée en prenant en compte une période de 10 ans : l'eau présente dans cette aire d'alimentation atteindra le captage au courant des 10 prochaines années.

Un programme d'action concerté permettant la reconquête de la qualité de l'eau doit être mis en œuvre au plus tard fin 2011 pour les captages « grenelle » puis « SDAGE ». Il peut devenir obligatoire si son contenu est jugé insuffisant par les services de l'Etat. Aussi, est-il préférable d'engager rapidement des processus de concertation à l'échelle de chaque aire ou groupement d'aire d'alimentation identifiée dans les listes Grenelle ou SDAGE de façon à éviter les programmes contraints.

Il est également rappelé que l'interconnexion et les nouveaux forages ne constituent pas des solutions satisfaisantes à long terme dans la mesure où ils ne permettent pas d'améliorer la qualité de la ressource.

Désinfection / chloration et traitement des eaux souterraines

Etude de vulnérabilité du système d'eau potable face aux ruptures d'approvisionnement

L'étude de vulnérabilité du système d'eau potable face aux ruptures d'approvisionnement est obligatoire si le forage alimente plus de 10 000 habitants. En pratique, elle est également demandée dès qu'il y a une nouvelle Déclaration d'Utilité Publique ou suite à une inspection.

Cette étude peut bénéficier d'une subvention de l'Agence de l'eau ainsi que les travaux qui en résultent, prioritairement ceux visant la protection ou à la reconquête de la qualité de la ressource.

Chloration

Le choix de la chloration ou non est fonction des résultats d'analyses bactériologiques. Il est fait en partenariat avec les élus. Dans le cas d'une installation de production et de distribution fiable, la chloration est généralement ponctuelle (installation de sécurité). En revanche, dans le cas d'un réseau de distribution ancien, la chloration est souvent systématique.

En cas de recours d'urgence à la chloration (chloration ponctuelle), l'information de la population n'est pas obligatoire (aucune réglementation à ce sujet) ; cependant, il semble préférable de le faire car le changement de goût risque de susciter des interrogations.

La chloration liquide semble plus facile à mettre en œuvre dans la mesure où elle permet d'éviter le stockage de chlore gazeux.

Surveillance et entretien des captages et des périmètres

La surveillance des installations de pompage ne doit pas être sous-estimée. Elle suppose une présence physique dont la fréquence est à apprécier au cas par cas.

L'entretien des périmètres de protection immédiats et rapprochés doit également faire l'objet d'une attention particulière. En effet, l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des clôtures ou accès est interdite sur le périmètre immédiat car la contamination est immédiate. Des moyens mécaniques peuvent être facilement mis en œuvre. Il est d'ailleurs possible d'obtenir des aides financières de l'Agence de l'eau pour l'acquisition de matériels spécifiques).

De même, le nettoyage des installations et notamment des réservoirs est primordial (2 fois par an).

Information de la population en cas de restriction d'usage de l'eau potable

En cas de problème de distribution d'eau potable (dépassement des limites de qualité), la population doit être informée le plus rapidement possible. La mise en place d'une procédure d'alerte locale permet de prévenir rapidement les écoles, crèches, médecins, etc. L'information de la population peut se faire de plusieurs façons :

- message dans les boîtes aux lettres,
- information par porte à porte,
- appel téléphonique via un serveur générant automatiquement un message d'information.

Distribution d'eau en bouteille en cas de restriction d'usage de l'eau potable

Il n'existe actuellement aucune obligation de distribuer de l'eau en bouteille. Plusieurs alternatives ont été mises en place par les distributeurs d'eau potable, par exemple :

- en cas de restriction d'usage en journée, incitation à faire des réserves,
- en cas de restriction le week-end, distribution d'eau en bouteille.

La mise en place de plans d'alerte permet d'anticiper la prise de contacts avec la grande distribution et les fournisseurs de façon à pouvoir disposer éventuellement de bouteilles d'eau en grande quantité si le besoin se présentait.

Expériences transfrontalières

Il existe peu de coopération transfrontalière dans le domaine de l'alimentation en eau potable. En effet, bien que les normes soient essentiellement européennes (qualité de l'eau potable, qualité de la ressource utilisée pour l'AEP), il existe peu de réseaux transfrontaliers, excepté pour Wissembourg où les pompages se trouvent en Allemagne (situation liée à l'indemnisation des malgré-nous).

En revanche, il existe un certain nombre d'échanges transfrontaliers concernant des expériences agronomiques visant à préserver les ressources en eau. De même, localement, l'Eurodistrict de Bâle traite des questions relatives à l'alimentation en eau potable.

Remarques :

- Il conviendra d'anticiper le remplacement du fioul utilisé pour les tracteurs par le gasoil non routier (prévu au 1^{er} janvier 2011) de façon à informer largement les agriculteurs qui sont les principaux concernés des risques de pollution que pourrait entraîner le nettoyage des réservoirs rendu obligatoire.
- Il existe peu d'installation de dénitrification en Alsace à l'heure actuelle. Lorsque des teneurs en nitrates importantes ont été observées, il y a eu recours à la dilution. Ce choix est justifié par le fait de privilégier les mesures préventives aux traitements curatifs.